

A quoi sert la recherche fondamentale pour le praticien ? En quoi les pratiques de développement sont des objets pour l'anthropologue et le sociologue ? Comment passer de la théorie à l'action ? Autant d'interrogations qui posent aux sciences sociales une intéressante question de méthode.

Le chaînon manquant

*IRD-LASDEL
BP 12901 Niamey
Niger
sardan@ird.ne

JEAN-PIERRE OLIVIER DE SARDAN

INSTITUT DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT*

Pour la socio-anthropologie du développement, les processus sociaux liés au développement constituent un domaine de recherche à part entière, aussi noble que l'étude des rituels, des mythes ou de la parenté, qui ont fait la réputation ancienne de l'anthropologie. Ce nouvel objet de recherche inclut les institutions de développement au sens large (agences internationales, coopérations bilatérales, ONG du Nord et du Sud, administrations et services publics des pays du Sud, municipalités, secteurs associatifs et privés, etc.), les opérations de développement (ensemble des dispositifs d'action, replacés dans le contexte international, national et local de leur mise en œuvre, et leur insertion dans des politiques de développement), les acteurs sociaux concernés (professionnels du développement de tous niveaux, politiciens, fonctionnaires et techniciens nationaux, populations dites « cibles »), et les interactions de développement (entre des institutions et des acteurs appartenant à des univers sociaux, culturels, cognitifs et pragmatiques très variés).

Il ne s'agit pas de savoir si le développement existe vraiment, et si c'est un bien ou un mal, mais de constater qu'un ensemble complexe d'acteurs et d'institutions se donne le développement comme objet, comme but, ou comme moyen, y consacre du temps, de l'argent et de la compétence professionnelle. Dans cette perspective, nous sommes en décalage avec certains travaux se revendiquant de l'anthropologie du développement, qui n'ont ni notre parti-pris empirique – s'intéressant avant tout aux discours et aux rhétoriques des institutions de développement, qu'ils entendent « déconstruire » – ni notre méfiance envers les parti-pris idéologiques¹. Deux grands courants,

NOTES DE LECTURE

1) Olivier de Sardan, J.P., 2001, *Les trois approches en anthropologie du développement*, Revue Tiers Monde, 168.

LASDEL

Basé au Niger, le Laboratoire d'études et recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (Lasdel) a été créé en 2001 avec le soutien de l'IRD, du CNRS et de l'EHESS (France), de l'IUED (Suisse), des universités du Bénin et du Niger, comme un pôle d'excellence de la recherche en sciences sociales en Afrique de l'Ouest. www.ird.ne/parteneriat/lasdel

l'un anglophone autour de N. Long², l'autre francophone, autour de l'APAD³, développent une « approche par l'enchevêtrement des logiques sociales », dans la mesure où nous entendons déchiffrer les multiples logiques sociales à l'œuvre autour des opérations de développement et interagissant entre elles. D'où l'usage de la métaphore de l'« arène »⁴.

Or ces logiques sociales ne sont pas spontanément visibles. Un grand flou, beaucoup de naïvetés et de nombreuses confusions règnent autour des interactions de développement, du fait des contraintes spécifiques de toute action, des rhétoriques propres aux différents segments du monde du développement (les « langues de bois » des uns et des autres), ou du fait de l'écart entre les modèles, les planifications et les organigrammes d'un côté, et les pratiques quotidiennes « réelles » des acteurs de l'autre.

Des analyses empiriques innovantes sont donc nécessaires. Si l'on prend comme exemple le domaine africain, familier à l'APAD, les objets sont variés : les associations paysannes⁵ ; les services de santé⁶ ; les rapports entre pouvoirs locaux et développement⁷ ; les problèmes fonciers⁸ ; les courtiers locaux du développement⁹... Ces travaux sortent en partie du seul développement pour défricher des domaines où les opérations et politiques de développement sont en chevauchement (*straddling*) avec les pratiques politiques, économiques ou administratives locales courantes en Afrique. Il est en effet difficile d'isoler ce qui relève de la seule configuration développementaliste et ce qui relève de l'Etat au quotidien ou de la société dite civile. De ce point de vue, la socio-anthropologie du développement devient de plus en plus indissociable d'une socio-anthropologie du changement social en Afrique, qui inclut mais

*Un ensemble d'acteurs
se donne le développement
comme objet, comme but,
ou comme moyen, y consacre
du temps, de l'argent et de
la compétence professionnelle*

NOTES DE LECTURE

2) Long, N., 2001, *Development sociology: actor perspectives*, London: Routledge.

3) Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement : www.vcharite.univ-mrs.fr/shadyc/APAD/APAD1.html

4) Bierschenk, T., 1988, *Development projects as an arena of negotiation for strategic groups. A case study from Bénin*, *Sociologia Ruralis*, 28(2-3).

5) Jacob, J.P. & Lavigne Delville, P. (eds), 1994, *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, Paris: APAD-Karthala-IUED.

6) Jaffré, Y. & Olivier de Sar-

dan, J.P. (eds), 2003, *Une médecine inhospitalière. Les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala.

7) Bierschenk, T. & Olivier de Sardan, J.P., 2003, *Powers in the village. Rural Benin between democratisation and decentralisation*, *Africa*, 73 (2).

8) Lavigne Delville, P., Bouju, J. & Le Roy, E., 2000, *Prendre en compte les enjeux fonciers dans une démarche d'aménagement, les bas-fonds au Sahel*, Paris, GRET.

9) Bierschenk, T., Chauveau, J.P. & Olivier de Sardan, J.P. (eds), 2000, *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala.

Une science et son objet.

La « socio-anthropologie » du développement, se situe au confluent de deux traditions de recherche : la sociologie « qualitative » (issue de l'Ecole de Chicago) et l'anthropologie empirique (autrefois appelée ethnographie). Ce

double héritage correspond à une posture scientifique fondée sur l'enquête de terrain en situation naturelle, laquelle a deux propriétés majeures : elle privilégie les informations approfondies et contextualisées (études de cas et analyses de

processus), et non le recueil de chiffres à travers les statistiques et les sondages ; elle privilégie les descriptions empiriques, et se défie de la spéculation, des jugements de valeur ou de l'idéologie.

J.-P. O. S.

dépasse les faits sociaux de développement. Ceux-ci sont ainsi intégrés dans des analyses concrètes qui portent sur les formes locales de gouvernance, les stratégies de captation et de pouvoir, les formes multiples de la corruption, les réseaux sociaux proches et lointains, les « appareils d'Etat », les normes professionnelles pratiques. Ces analyses transverent les découpages habituels : les ressources économiques deviennent des ressources sociales, et vice-versa, on retrouve dans le domaine de la santé des processus analogues à ceux qui interviennent dans le développement rural ou la justice, on circule sans cesse de la ville à la campagne, des administrateurs aux administrés, on ne distingue plus ce qui relève d'une aide externe et d'un développement endogène.

De l'utilité sociale

Si les connaissances ainsi produites éclairent le monde du développement, révélant les enjeux et les logiques, elles ne sont pas pour autant opérationnelles par elles-mêmes. Je ne vois pour ma part aucune honte à ce qu'elles puissent le devenir. Je ne partage pas en effet l'attitude hautaine de nombre de chercheurs envers les praticiens du développement, et pour moi, un chef de projet, un encadreur agricole ou un médecin valent largement un sociologue ou un anthropologue.

Le rôle pratique des sciences sociales ne doit pas se réduire à la seule fonction critique et protestataire. La modestie du réformisme, en matière de développement comme ailleurs, a autant de grandeur que le panache de la dénonciation. L'amélioration de la qualité des services que les institutions de développement proposent aux populations n'est pas un objectif qu'il faille dédaigner, pas plus que la réforme des services publics, des administrations et des Etats. Et je souhaite

que la socio-anthropologie du développement puisse contribuer pour sa part, modeste mais réelle, à cette amélioration.

L'application passe souvent aujourd'hui par des études, des évaluations ou des expertises, commanditées par des institutions de développement et réalisées par des socio-anthropologues. Le risque ici est double. La socio-anthropologie appliquée peut s'enfermer dans le ghetto d'une recherche mercenaire au rabais, alimentaire, coupée de la socio-anthropologie du développement fondamentale. Or il ne peut y avoir de bonne socio-anthropologie du développement appliquée sans socio-anthropologie du développement fondamentale pour l'alimenter en analyses, en concepts, en problématiques, en exigences méthodologiques. C'est la qualité des procédures de connaissance de la socio-anthropologie du développement qui, seule, peut lui permettre d'apporter une quelconque contribution à l'action. Le second risque est que ces études ne puissent en rien modifier le cours des opérations de développement. La combinaison des deux risques donne des expertises socio-anthropologiques à la fois mauvaises et inutiles...

L'expérience collective à laquelle je participe depuis une dizaine d'années témoigne des problèmes et des difficultés de l'application. Au sein du Laboratoire d'études et recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (Lasdel), nous avons développé des programmes de recherche sur la place des projets dans les arènes locales ; les difficultés de l'accouchement en milieu rural ; le fonctionnement des comités de gestion

Le rôle pratique des sciences sociales ne doit pas se réduire à la seule fonction critique et protestataire



de pompes hydrauliques villageoises ; l'hygiène et l'assainissement dans deux villes moyennes ; la corruption quotidienne dans la justice, les transports, la santé, les douanes ; les pouvoirs locaux face à la décentralisation ; les interactions entre professionnels de santé et usagers ou les conflits fonciers. Une partie importante de ces programmes a été financée par des institutions de développement intervenant au Niger ou en Afrique.

Cependant, il n'a jamais été question d'anthropologie appliquée et encore moins de consultance ou d'expertise. Ces programmes relèvent entièrement d'une recherche fondamentale. Nous avons toujours défini nous-mêmes les sujets et les problématiques, sans qu'on ne nous impose de termes de référence. De même, nous n'avons pas émis ces recommandations qui terminent systématiquement les rapports d'experts et nous n'avons jamais eu un quelconque rôle opérationnel. Enfin, nous avons toujours mis en œuvre notre propre méthodologie, à savoir l'enquête de terrain socio-anthropologique, pour déboucher sur des publications scientifiques.

L'intérêt du politique

Pourquoi des institutions de développement ont-elles financé de telles recherches, en nous laissant à ce point carte blanche ? La réponse tient en deux points. D'une part, nous traitons scientifiquement de thèmes qui intéressent directement ou indirectement les bailleurs de fonds, et sur lesquels ils n'ont, en fait, que peu ou pas de documentation : corruption, gouvernance, espace public, décentralisation, délivrance de services collectifs, Etat local, etc. D'autre part, notre approche est résolument empirique, fortement documentée et répond à une rigueur du qualitatif, qui fournit une information précieuse sur « comment les choses se passent pour de vrai ».

Dans l'arène du développement, comme dans toute activité humaine, les logiques sociales sont masquées.

Notre méthodologie relève donc, elle, de l'anthropologie classique, en particulier dans sa tradition britannique (travailler dans les langues locales, attacher la plus grande importance aux points de vue des acteurs et aux situations quotidiennes, recouper les informations, etc.). Dans le monde du développement, les enquêtes habituelles se résument à des

approches rapides (*rapid appraisal*) ou à une culture du chiffre, c'est-à-dire des statistiques (même lorsqu'elles sont contestables, ce qui est le plus souvent le cas en Afrique). En contraste, l'approche socio-anthropologique permet de proposer un tableau détaillé et crédible de ce qui se passe sur la ligne de front, là où les développeurs entrent en interaction avec les développés, et les services de l'Etat avec les usagers : ni les enquêtes rapides, ni les statistiques n'en sont capables.

Autrement dit, nous fournissons aux institutions de développement intéressées par notre approche une description fine, fiable et réaliste de ce qui se passe au point de rencontre entre un milieu social donné et les interventions extérieures à ce milieu – que ces interventions soient celles de l'Etat, d'ONG ou de projets de développement. Et pour nous, c'est une entrée très productive sur le fonctionnement quotidien de l'Etat et un pas en avant vers une socio-anthropologie des administrations africaines, sujet neuf et stimulant.

Le chaînon manquant

Mais que faire de nos résultats ? Comment les transformer en réformes des modes d'intervention comme du milieu social considéré ? Toute la difficulté est là : ni nous, ni nos interlocuteurs ne savons comment tirer de nos analyses des conséquences opérationnelles. En tant que chercheurs en scien-



MASQUE D'OCÉANIE

ces sociales, nous tirons notre légitimité d'une compétence en terme de recherche empirique, depuis la construction d'une enquête et sa problématisation, jusqu'aux analyses et interprétations finales, en passant par la phase de production des données. Nous n'avons pas de compétence particulière en termes de montages institutionnels, de capacités organisationnelles, de formulation de politiques, de stratégies de communication ou de propositions réformatrices. Dans ce domaine, notre naïveté est généralement symétrique à celle qu'ont les professionnels du développement en matière de connaissance du milieu. Ces derniers ne savent pas pour autant comment faire le lien entre les analyses que nous produisons et leurs propres programmes d'interventions. Face à nos descriptions des situations investiguées, ils expriment en général à la fois leur intérêt et leur embarras. Nos analyses de réalités locales ou professionnelles qu'ils ignoraient, ou ne faisaient que soupçonner, n'indiquent pas comment changer leurs pratiques et leurs procédures. Peut-être parce que les professionnels du développement ne maîtrisent que très peu d'aspects de la réalité qu'ils voudraient améliorer et sont confrontés, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale, à une multitude d'autres logiques d'acteurs... Peut-être parce qu'ils n'ont en fait, pas plus que nous, de compétence sur le passage complexe de la connaissance à l'action...

*Les professionnels
du développement (...)
ne savent pas comment
faire le lien entre les
analyses que nous produisons
et leurs propres programmes
d'interventions*

Si on admet que les professionnels du développement qui font appel à nos études sont de bons professionnels du développement, et si on admet que nous-même sommes de bons chercheurs, il manque donc malgré tout un chaînon entre nos études et leurs préoccupations opérationnelles. Comprendre des processus, un milieu, des interactions, un contexte ; analyser des malentendus, des conflits, des contradictions : tout cela ne suffit pas, à partir de cette compréhension et de ces analyses, pour élaborer une stratégie, définir des réformes, mettre en œuvre une nouvelle politique.

Comment combler ce fossé ? Notre seule expérience a été de restituer les résultats de nos enquêtes auprès des acteurs concernés : les données et analyses que nous avons produites sur la corruption en Afrique ont été en diverses occasions présentées à des agents des douanes, de la police, de la santé ou de la justice (au Niger, au Bénin, au Sénégal, au Burkina Faso). Il en est ressorti le même dilemme que celui évoqué ci-dessus. Les acteurs sociaux reconnaissent que la réalité telle que nous l'analysions était bien celle qu'ils vivaient. Ils la déploraient et avaient la plus grande perplexité quant aux moyens de la modifier.

Forger ce chaînon manquant, non dans le confort de formules rhétoriques, mais dans la pratique quotidienne de tentatives réformatrices sérieuses constitue un des défis majeurs proposés à la collaboration entre chercheurs en sciences sociales et professionnels du développement. Cette collaboration est bien plus complexe qu'on ne le croit, reste largement à construire et exige comme condition préalable un réel professionnalisme des deux côtés. ●

Olivier de Sardan Jean-Pierre. (2004).

Le chaînon manquant.

In : Lerin F. (dir.), Tubiana L. (dir.). Sciences sociales et développement : le savoir et le politique.

Courrier de la Planète, (74), p. 36-40.

ISSN 1161-8043.